

Le 18 janvier 2010

NON aux "formations" de l'inspection du travail par les patrons !

Par lettre du directeur de l'INTEFP du 14 janvier 2010 le ministère relance pour la 2^e année une opération de lobbying pro-patronal d'une arrogance sans bornes. Et le tout sur commande directe du cabinet du Ministre :

Pour la deuxième année, l'Institut de l'Entreprise a proposé au Cabinet du Ministre, un programme de formation mixte à destination des inspecteurs du travail, inspecteurs des impôts et magistrats, ayant pour objet de mieux faire connaître l'entreprise dans ses différents domaines d'activités. La DGT et la DAGEMO ont validé également ce projet de formation que l'INTEFP accompagnera au plan organisationnel. Il concerne 21 cadres (7 magistrats, 7 inspecteurs des impôts et 7 inspecteurs du travail). (...).

- De quoi s'agit il dans cette formation "transversale" de 12 jours (mazette, belle durée pour un stage) ?

mieux faire connaître l'entreprise, ses ressorts internes et son fonctionnement concret lit on dans le programme sous en tête de "L'institut de l'Entreprise". Le postulat affiché est donc que le public visé, dont les inspecteurs du travail, ne connaît pas la réalité concrète des entreprises. Pourtant nous y passons une grande partie de notre temps !

Et cela dans une fonction de contrôle, qui nous donne accès à "l'envers du décor" de notre système économique mondialisé, qui nous permet de constater "concrètement" la dégradation des conditions de travail vécue par des salariés sans cesse plus nombreux (cadres inclus), l'impact dévastateur de la précarité de l'emploi et de l'insuffisance de contre-pouvoir syndical, la destruction des collectifs de travail produisant une souffrance massive,...

Oui, l'inspection du travail est, de par sa fonction même, un observateur privilégié des réalités sociales en entreprise. C'est ce qui fait l'intérêt de ce métier. Mais pas pour notre ministre apparemment puisqu'il confie la tâche de nous "former" à une structure qui prétend que nous ne connaissons pas les entreprises et qui représente la pointe avancée du lobby patronal. Il suffit d'aller faire un tour sur son site internet et on est vite fixés

- **Les dirigeants de ce "think-tank" : le gratin du CAC 40 :**

Président Michel PEBEREAU (BNP PARIBAS)

Bureau Robert BACONNIER (ANSA) Françoise GRI (Manpower France) Xavier HUILLARD (Vinci) Henri LACHMANN (Schneider Electric) Gérard MESTRALLET (GDF Suez) Michel PEBEREAU (BNP Paribas) Frédéric SAINT-GEOURS (UIMM)

Conseil d'orientation les mêmes + Pierre BELLON (Sodexo) Philippe CARLI (Siemens France) Xavier HUILLARD (Vinci) Henri PROGLIO (Veolia Environnement) Pierre RICHARD (administrateur de société) Ernest-Antoine SEILLIERE (Wendel) Pierre SIMON (Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris) Jean-François THEODORE (Nyse Euronext) Jean-Philippe THIERRY (AGF) Pierre-Sébastien THILL (CMS Bureau Francis Lefebvre)

- **Les cibles du programme de "formation" : les relais d'opinion**

Parallèlement à notre mission traditionnelle de centre de réflexion pour les entreprises, nous nous sommes engagés depuis plusieurs années, dans des programmes visant à familiariser certains publics qui jouent un rôle stratégique dans notre société aux réalités de l'entreprise et aux enjeux économiques et sociaux auxquels celle-ci est confrontée.

Notre Conseil d'orientation a choisi de s'adresser à quatre publics en particulier :

- *les femmes et les hommes qui ont aujourd'hui entre 35 et 45 ans et qui sont ou seront appelés demain à des postes de haute responsabilité dans leurs domaines d'activité respectifs : politiques, fonctionnaires de gestion, journalistes, universitaires, magistrats, syndicalistes, cadres d'entreprise, etc. A leur intention, l'Institut des Hautes Etudes de l'Entreprise (IHEE) a été créé en 2000 ;*
- *les [professeurs de Sciences Economiques et Sociales](#) ; les [élèves journalistes](#) ;*
- *En 2009, nous avons lancé un nouveau programme à destination de fonctionnaires issus de trois administrations : [inspecteurs du travail](#), [inspecteurs des impôts et magistrats](#).*

➤ **Foin de l'impartialité chère à la Fonction publique : on affiche la couleur, bleu UMP !**

Sur ce site figure encore une page très claire quand à la "latéralisation" politique de cet institut :

*Les échéances de 2007 seront déterminantes pour l'avenir de notre pays. Alors que l'économie mondiale connaît sa plus forte expansion depuis trente ans et que la mondialisation ouvre de nouvelles opportunités, notre croissance économique reste très modeste et ses perspectives sont affectées par l'évolution de notre démographie. Nos finances publiques et sociales accumulent de tels déséquilibres que notre modèle économique et ses mécanismes de solidarité sont menacés. **Une profonde réforme de la sphère publique est nécessaire pour renouer avec nos ambitions de croissance économique et de cohésion sociale.***

*C'est dans ce contexte que l'Institut de l'entreprise a décidé **d'intervenir dans l'agenda de l'élection présidentielle** pour faire valoir le point de vue de ses adhérents sur les grands dossiers économiques et sociaux.*

Les 15 propositions de l'Institut de l'entreprise qui suivent ont été en grande partie intégrées au programme de l'UMP, c'est la RGPP en fait (voir : [Institut de l'entreprise: Elections 2007 : les entreprises dans le débat public](#)).

A signaler une perle dans la provocation sous le titre "Inciter le salarié à la reprise d'un emploi"

- Substituer aux prestations de l'assurance chômage les indemnités de licenciement versées par l'employeur jusqu'à l'épuisement de celles-ci, l'assurance chômage prenant ensuite le relais ;
- Laisser au salarié le bénéfice intégral du solde des indemnités de licenciement en cas de retour rapide à l'emploi.

Si, si vous avez bien lu ! Messeigneurs sont trop bons avec les manants, les 800 000 chômeurs de plus créés en un an par la crise du libéralisme financier dérégulé... que soutient "l'Institut de l'Entreprise". Quel cynisme !

Bref il est totalement inacceptable de voir le ministère du travail, avec l'aval de la DGT, autorité centrale de l'inspection du travail, participer à un système de déformation professionnelle organisé par et au bénéfice des **grands patrons** ! Ce n'est pas de nombreuses rencontres "de haut niveau" avec des directeurs, top managers, ... dont on a besoin pour se former, mais d'un code du travail protecteur, avec de bonnes lois et règlements et non pas d'un code massacré à la tronçonneuse libérale, et de formateurs issus du terrain, des services d'inspection du travail, respectant la déontologie professionnelle propre à ce corps de contrôle.

L'INTEFP tente de vendre la soupe en indiquant *"En 2008, nos collègues Inspecteurs du travail qui ont suivi la formation, ont fait part de leur très grande satisfaction et de l'intérêt de ce parcours pour leur exercice professionnel."*

Ben voyons ! On peut sûrement trouver des zélotes prêts à vendre leur âme pour se faire remarquer, espérant sans doute une promotion plus rapide. Ou est ce des collègues fatigués qui prennent 12 jours "aux frais de la princesse" à deviser avec des grands patrons qui flattent leur égo de "cibles d'opinion" ? Peu nous importe, cette "formation" est un scandale, une insulte à tous les agents de contrôle de l'inspection du travail qui, eux, font leur boulot tous les jours.

Nous dénonçons donc cette "formation" orientée, sous "influence extérieure induite", celle du grand patronat.

- **Le SNU TEF FSU exige qu'il soit mis fin au plus tôt à cette imposture et que le budget de cette "formation" soit reversé au budget général de l'INTEFP, au bénéfice de tous les agents demandeurs d'une vraie formation professionnelle.**
- **A défaut de réponse rapide en ce sens le SNU TEF FSU saisira de cette question le CNIT (chargé de veiller à la déontologie de l'inspection du travail).**
- **En attendant le SNU TEF FSU appelle l'ensemble des agents d'inspection du travail à BOYCOTTER cette "formation".**